

*Paiements anticipés pour le grain des Prairies—Loi*

homologues de n'importe quel autre pays du monde. Cependant, ils ne sauraient soutenir la concurrence déloyale du Trésor des États-Unis et de celui de la Communauté économique européenne. Nos agriculteurs, le gouvernement le reconnaît, sont productifs. Le premier ministre, à l'occasion du discours du trône, a dit aux agriculteurs canadiens qu'il n'épargnerait aucun effort pour les aider au cours de cette période difficile.

Quelles sont à cet égard les réalisations du gouvernement conservateur? Nous sommes intervenus dans le dossier de la stabilisation des prix du grain de l'Ouest. Nous intervenons maintenant au sujet des paiements anticipés. Nous avons agi sans tarder à l'occasion de la très grave sécheresse. Je puis moi-même témoigner que le premier ministre m'a demandé de le tenir au courant quotidiennement des difficultés que les agriculteurs éprouvaient à cause de la sécheresse. Le premier ministre tenait à connaître chaque jour la situation. Le gouvernement a réagi. Je crois que les résultats des élections en Saskatchewan l'indiquent d'une façon très probante.

**M. Hnatyshyn:** Absolument.

**M. Gustafson:** Le député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn) est d'accord. Les agriculteurs savent qui est leur porte-parole à Ottawa. Ils savent que le premier ministre a pris sur lui de les représenter. Les députés de l'opposition ont tenté de faire croire que l'argent destiné aux agriculteurs victimes de la sécheresse et les paiements d'appoint ne constituaient pas une aide financière nouvelle. Ils ont tenté de noyer le poisson, et plus ils y mettaient d'efforts, plus ils s'enferraient. Les agriculteurs de la Saskatchewan ont envoyé un message catégorique à Regina et ils font savoir à Ottawa qu'ils l'appuient sans réserve.

En étudiant ce projet de loi aujourd'hui, nous nous occupons de questions importantes. En ma qualité d'agriculteur, de secrétaire parlementaire du premier ministre, et de témoin parmi d'autres des efforts énergiques du premier ministre, je demande aux députés de l'opposition de nous dire si, pour eux, l'alimentation est une priorité, oui ou non. Aux yeux du gouvernement, elle l'est. L'agriculture constitue et doit demeurer une priorité au Canada, de façon qu'elle puisse prospérer et aider à édifier notre grand pays.

Nous vivons certes des heures difficiles. L'agriculture éprouve de sérieuses difficultés. Cependant, le gouvernement, relevant le défi, s'attaque à ces difficultés et cherche à les résoudre. Il cherche à le faire d'une façon qui soit avantageuse pour tous les Canadiens, et non seulement pour les agriculteurs.

Nous oublions souvent que lorsqu'un agriculteur dépense de l'argent pour acheter des machines aratoires et des pièces, pour améliorer ses bâtiments, ou pour se procurer les nombreuses autres choses dont il a besoin, il contribue à stimuler notre économie tout entière. J'ai maintes fois entendu le vice-premier ministre (M. Mazankowski) déclarer à la Chambre que chaque dollar investi dans l'agriculture suscite des retombées de 25 \$ pour tout le Canada. Cela profite à l'Ontario, au Québec et au reste du Canada. Il importe donc au plus haut point que le gouvernement conserve à l'agriculture sa priorité.

Quand l'agriculture est prospère, non seulement au Canada, mais partout en Amérique du Nord, le pays fait des progrès. Nous ne devons jamais perdre cela de vue. L'agriculture doit demeurer prioritaire. Elle l'a été dans le discours du trône et

au sommet de Tokyo, lorsque le premier ministre a signalé aux représentants des pays réunis à cette occasion, l'importance de l'agriculture et des ventes internationales. Le gouvernement et le premier ministre continueront de faire valoir sur les marchés internationaux l'importance de l'agriculture.

Nous venons juste de ratifier avec l'Union soviétique un accord portant sur 25 millions de tonnes. Cette vente ne bénéficiera pas seulement aux agriculteurs mais à l'ensemble du Canada. Ce sont des accords de ce genre que nous recherchons et qu'il nous faut obtenir pour donner à l'agriculture la solidité nécessaire à l'édification de notre grand pays.

Avant de me rasseoir, je veux faire un dernier commentaire au sujet de la priorité accordée au secteur agro-alimentaire. Nous avons au Canada d'énormes surplus de céréales. Nous devons reconnaître aux agriculteurs le mérite de les avoir produits. Nous avons aussi eu la chance de bénéficier d'un temps idéal qui a permis d'obtenir une récolte si abondante. Par contre, dans certains endroits du globe, des gens meurent de faim. Je pense que l'alimentation est une priorité qui doit être reconstruite par un processus d'éducation. Il ne fait aucun doute que chaque homme, chaque femme et chaque enfant de la planète a droit de manger à sa faim. Cette affirmation vient du fond du cœur d'un agriculteur. L'agriculteur comprend, comme tous les Canadiens, que nous avons certaines obligations mais aussi quelques grandes possibilités.

J'ai représenté le Canada à la Conférence mondiale de l'alimentation à Rome. Je ne pense pas qu'il y ait au monde un pays plus respecté que le Canada, non seulement pour sa politique agricole, mais aussi pour l'aide alimentaire qu'il distribue partout dans le monde. Grâce à la banque canadienne de céréales, la population des Prairies accumule dès maintenant des céréales qui seront expédiées aux pays défavorisés. C'est là un grand défi pour le Canada et nous n'avons pas joué qu'un rôle de second plan dans les réalisations du gouvernement et de la population du Canada. Les Canadiens comprennent que l'alimentation doit devenir une priorité. On ne pourra toutefois lui accorder cette importance que si le gouvernement y tient et que si l'agriculture se porte bien.

Chacun de nous doit reconnaître que tout le monde a le droit de manger à sa faim. Nous sommes tous tenus, le gouvernement, l'opposition et l'ensemble des Canadiens, de faire en sorte que l'alimentation devienne une priorité.

**M. Lewis:** Monsieur le Président, j'aurais une question à poser à mon collègue. Il n'ignore pas...

**M. Nystrom:** Ne le ratez pas!

**M. Lewis:** Bien sûr que non. Je vais même être dur à sou-

hait. Au cours de la campagne électorale, en Saskatchewan, le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) s'en est pris à la crédibilité du premier ministre. Il s'attendait à ce que les résultats du scrutin lui donnent raison. Il a même mis sa piètre réputation en jeu sur une question précise. Mon collègue voudrait-il renseigner la Chambre sur ce qu'il reste de crédibilité au député de Yorkton—Melville après que celui-ci eût joué sa réputation sur la théorie selon laquelle les agriculteurs de la Saskatchewan rejetteraient à bon droit les tentatives de notre